

Mixité, Parité, Gratuité : attention danger !

Posté le : 31 mars 2015 10:50 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile

Catégorie: Concepts fondamentaux, Attitudes

Chaque époque a ses fantaisies idéologiques. Jusqu'à récemment, les mots sacrés se terminaient en "isme" : socialisme, communiste, maoïsme, trotskisme, polpotisme, castrisme, chavisme, fascisme, national-socialisme. Il ne reste plus guère qu'islamisme pour qualifier une idéologie mobilisant sur la haine de l'autre et le sentiment, pour les adeptes, d'être dans le camp du bien et justifié de faire du tort à l'humanité toute entière.

Foin de cette brutalité ! Nous entrons dans l'ère du terrorisme doux. Il s'agit toujours d'obtenir quelque chose "des autres" vus comme des malsains attardés, mais Big Brother connaît les manières. La terminaison en "té" était bienvenue. Mixité, parité et gratuité sont devenus des éléments constitutifs d'un bien collectif irréprochable et qu'il serait malvenu de contester.

Malgré le culte révérencieux réservé à ces trois idoles, considérées comme sacrées, fondatrices du "vivre ensemble" et porteuses d'un devoir d'applaudissement presque mécanique, il faut rappeler que ces concepts sont extrêmement dangereux pour la démocratie et surtout l'économie qui nous préoccupe ici.

Les mots sont en eux-mêmes dangereux parce qu'ils sont détournés de leur vrai sens.

Il n'y a pas de gratuité mais un paiement par la collectivité, ce qui est tout de même assez différent.

La parité est synonyme d'égalité (parus veut dire égal en latin). L'arithmétique divise les nombres entre pairs (divisibles par 2) et impairs. L'économie dispose que la parité est le rapport de changes de deux devises. Les philosophes classiques affirmaient : "il n'y a aucune parité entre les hommes". Les critères de parité sont tellement nombreux qu'installer une parité générale multi-critères n'aurait aucun sens. Parité de genre, parité de race, parité de religion, parité de taille, parité de fortune, parité de nationalité, ... On peut créer des milliers de binômes : Français et étranger, blanc et non blanc, pauvre et riche, homme et femme, etc.

La seule institution qui était fondée sur une parité obligatoire était le mariage qui imposait que le couple fut formé d'un homme et d'une femme. Cette parité a été détruite. Va-t-on parler d'un mariage binomial pour restaurer les anciennes règles ? Cette contradiction est un mauvais signe.

On a créé de toute pièce un concept de parité vue comme une égalité de résultat et non pas de droit entre homme et femme. Toujours ce vieux conflit entre "droit de" et "droit à" ! On a remplacé l'élu par le duo d'élus pour imposer une représentation mathématiquement égale dans les assemblées départementales. La femme et l'homme n'était plus simplement égaux en droit de se présenter mais en droit de revendiquer d'être en nombre égal dans les assemblées sans que l'électeur puisse intervenir dans ce choix. Certains veulent pousser la chose dans les régionales, les législatives, les européennes. Une élection n'aurait de valeur que si le résultat était la parité absolue de représentation des deux sexes. Là encore, pourquoi pas l'égalité mathématique dans la représentation des races, des couleurs de peau, des religions, des conditions sociales ? L'élection ne devient plus un choix politique mais une imagerie à plusieurs dimensions.

La mixité veut dire en latin mélange. En dehors de la salade mixte, le mot signifiait généralement qu'hommes et femmes n'étaient pas séparés dans certaines occasions de vie. L'école mixte, le sauna

mixte, la gymnastique mixte, les camps de naturisme mixtes, telles étaient les expressions qui avaient du sens. Les nombres mixtes en arithmétique sont formés d'entiers et de fractions. Les mariages mixtes ne signifiaient pas qu'on mariait un homme et une femme, mais des conjoints ayant des religions différentes. Bref on emploie aujourd'hui le mot mixité dans un sens très différent : l'obligation pour les favorisés et les défavorisés de partager le même lieu de vie, les premiers payant aux seconds le droit à l'égalité d'appartement, à l'égalité d'immeubles, à l'égalité de rue, à l'égalité de quartier et à l'égalité de ville.

Dans l'ancien régime, disons avant 1968, la société organisait des distinctions. L'homme et la femme avaient des rôles différents dans la société et dans le ménage. L'idée était qu'il fallait protéger l'enfant en assurant la protection familiale. On séparait les adolescents des adolescentes dans les institutions d'enseignement pour des raisons qui paraissaient évidentes : le redoutable effet sur les études de l'effervescence sexuelle de ces années là et la dissipation qu'elle stimule. Le national n'était pas l'étranger. Le bourgeois n'était pas le prolétaire. L'homme bien habillé ne se mélangeait pas au vulgaire. Il y avait des escaliers de service pour éviter de mélanger les torchons et les serviettes. Les beaux quartiers marquaient une distinction, et l'hôtel particulier faisait la nique à l'appartement.

On a voulu culpabiliser (bientôt criminaliser ?) ces distinctions. Tout le monde il est beau, il est gentil, mixte et pair. La société n'a rien à dire aux individus, mais l'Etat si. Et les individus sont priés d'être conformes aux nouveaux dogmes.

La femme n'a pas de sentiment maternel ! Cette idée imposée par le mâle dominant a été "déconstruite". A lui de "torcher les gosses" et d'assister aux accouchements, avec la honte en plus de ne pas avoir à supporter les douleurs et les dangers de l'accouchement. Culpabilité quand tu nous tiens. Homme tu ne seras pas une femme comme les autres mais la femme doit être un homme comme les autres.

Assez spontanément, les chinois qui émigrent tendent à se regrouper dans des quartiers où ils retrouvent des congénères. Ce fut vrai partout aux Etats Unis ou à Paris aujourd'hui. Personne n'y voyait mal. Juste un peu d'exotisme. Le quartier du sentier à Paris rassemblait les familles juives en grand nombre, sans que personne n'y trouve à redire. Les Bretons s'installaient à Montparnasse et ouvraient des crêperies. Pourquoi pas ? La mixité des origines nationales, provinciales ou raciales n'étaient pas un objectif. Le marais aujourd'hui concentre la gens homosexuelle sans qu'on y trouve à redire. Le quartier latin attirait les professeurs. La bohème aimait Montparnasse et Montmartre.

La mixité sociale du passé, souvent allégué comme un retour au paradis perdu, est un mythe total. Il y avait à Paris le plus souvent trois cours. La partie sur rue était considérée comme la seule digne et elle avait son étage noble. On ne se mélangeait pas avec la seconde cour et encore moins avec la troisième. A l'intérieur même des parties bourgeoises on séparait les escaliers pour justement rappeler chacun aux nécessaires distinctions. Et on mettait "abonné au gaz" sur sa carte de visite et même à l'entrée noble de l'immeuble quand on logeait sur la rue. Les autres étaient à la lampe à huile ou à la chandelle.

C'était vrai à Paris et encore plus en province. Il aura fallu la guerre de 14 pour que l'avoué de Beaune consentit à serrer la main du fils du tonnelier qui travaillait dans son arrière cour. Il est vrai qu'il était alité dans la même chambre d'hôpital que son fils, blessés l'un et l'autre dès les premiers jours de la guerre. Ce fut vécu comme un événement inouï par tous les présents. Et ne résista pas à la fin des hostilités.

A la campagne c'était bien pire (tout est toujours bien pire à la campagne !). L'ouvrier agricole couchait dans le foin dans la grange et se lavait au puits (quand la patronne était exigeante). Et on ne cherchait pas la parité et la mixité dans le foin que dans des cas particuliers sur lesquels nous ne

nous étendrons pas.

Aujourd'hui on a voulu évincer ces attitudes qui ne sont ni "cool" ni conformes à l'égalité et la fraternité inscrites sur nos frontons.

On veut donc régenter les mœurs, comme l'Eglise naguère. Et forcer les natures. Quand on viole les réactions intimes des gens, les effets pervers suivent toujours.

Nous avons déjà ici dénoncé les dangers de la fausse gratuité. Elle se traduit TOUJOURS par la mise sous tutelle des producteurs, la surveillance des consommateurs et la ruine générale. La gratuité du pain castriste était un merveilleux exemple. Le pain gratuit fut immédiatement donné aux cochons. L'état se trouva rapidement dans l'impossibilité de subventionner le gâchis. On fusilla quelques paysans qui "cachaient les grains". On surveilla et rationna la consommation de pain. Finalement le système fut heureusement abandonné. Toute l'histoire soviétique est nourrie d'histoires comme cela. Le système n'arrivera jamais à nourrir sa population.

Notre système de sécurité sociale est ce qui se rapproche le plus d'un système soviétique. Il devient impossible de se soigner dans certains coins de France. Les délais pour avoir un rendez-vous ou pour fixer une opération deviennent déments. On recrute des "producteurs" étrangers à bas coûts en espérant réduire les déficits. On commence à être coercitifs vis-à-vis des malades. Et le système est ruineux et ruiné.

On veut assurer la quasi gratuité de la "culture". La recette payée devient ridicule par rapport aux coûts engagés. Le système devient ruineux pour tout le monde. Nous n'avons plus d'artistes mais des intermittents du spectacle, plus de peintres mais des subventionnés des Frac, plus de créateurs, mais des chercheurs musicaux qui ne trouvent pas grand chose. Gratuité implique bureaucratie, fausses gloires et vrais impôts.

La ruine financière n'est pas le seul effet pervers de cette volonté de rendre les gens bons et conformes.

On constate aussi une perte de sens. La parité implique un choix quantitatif là où le qualitatif règne en maître. Il n'y a qu'un chef. Un binôme paritaire de direction construit sur une base sexuelle n'a aucun sens dans la théorie des organisations. Pas plus que n'aurait un oukase exigeant une parité sur la race, la religion et la couleur de peau. On voit bien que si on croise les critères de parité alors le système devient inextricable. Comment imposer une parité homme/femme, blanc/non blanc, Catholique/Non catholique, dans un conseil d'administration ?

Et surtout pourquoi ? Certaines institutions doivent être représentatives, certes, mais la plupart ont un rôle opérationnel. On ne voit pas pourquoi le genre, la race, la couleur de peau ou la religion auraient la moindre pertinence.

Reste la fraternité ! Croire que financer à très grands frais des logements pour les immigrés pauvres dans les quartiers les plus huppés des villes entraîne la fraternité est une de ces idioties qui laissent toujours pantois. Le voisin qui, à force de travail et réussite, a réussi à y loger au prix d'impositions meurtrières est-il ébahi de bonheur fraternel quand il voit débarquer sur ses impôts une population allogène qui représente pour lui une régression vers les pires moments du XIX^{ème} siècle ? Le Kosovar ruiné par le régime pourri et violent qui règne là-bas attend-il vraiment d'être logé rue du Dragon ? Symbole et provocation ne sont pas des solutions.

Lorsque la Ville de Paris a décidé de faire cohabiter sur le même palier le clochard irrécupérable à 4 Euros le m² par mois et la jeune secrétaire à 24 Euros, il a rendu folle la secrétaire sans rien changer de la condition du clodo qui jette ses poubelles par la fenêtre et vomit dans l'escalier. Sans parler des odeurs comme disait Chirac. Croire que la fraternité va naître de l'insertion des Anneaux de Bicêtre au sein des quartiers bobos ou du triangle d'or parisien est parfaitement grotesque. On sait

qu'il s'agit à Paris simplement de créer une "majorité sociologique" pour le PS. Tout cela a un prix. Les nouveaux programmes sont grevés du coût du pourcentage de logement social imposé. Les acheteurs subissent une double peine : un mauvais voisinage et des frais supplémentaires.

Les Français qui ne voulaient pas vivre dans des banlieues devenues dangereuses et peuplées de populations sans rapport avec la population d'origine est partie dans le périurbain. Dans tous les systèmes politiques violents, les gens votent avec leurs pieds. Les Juifs de Sarcelles, harcelés par les arabes nouvellement installés et devenus majoritaires fuient, parfois jusqu'en Israël.

Croire qu'en mettant les contraires dans une même bassine tout le monde va devenir libre, égal et fraternel est, au mieux, une fantaisie.

La gratuité devient rapidement ruineuse, la parité oiseuse et la mixité haineuse. Mieux vaut la patience et la prudence sociale et économique que des règlementations nourries de force et de rage. Les plafonds de verre ne se soulèvent pas par la violence politique et réglementaire. Quand on les brusque ce ne sont pas eux qui cassent.

Les postes de direction doivent être dotés des meilleurs dirigeants possibles. Le sexe, les origines, la race ou les religions n'ont rien à faire dans ce choix. Les postes politiques doivent refléter l'opinion des citoyens. On choisit des personnes en lesquelles on a une (relative) confiance. Le sexe, la race, la religion peuvent entrer en jeu sur une base individuelle. Mais pas collective et encore moins coercitive.

Croit-on qu'une entreprise serait mieux gérée parce que la loi imposerait qu'on vote pour une équipe binomiale homme-femme ? Et quel serait le coût à moyen terme si on le faisait ?

Là où la compétence (c'est-à-dire la capacité de réussir et de gagner) est indispensable, la décision ne doit pas être perturbée par des considérations accessoires et sans pertinence.

Là où des coûts sont engagés, il faut rapprocher le plus possible le payeur et le bénéficiaire. Sinon le bénéficiaire qui ne paie pas ruine celui qui paie et/ou le producteur, et le système s'effondre de lui-même.

Gratuité, parité, mixité, signifient en fait : paiement par les autres, égalité mathématique forcée et mélange obligatoire, le tout imposé par l'Etat sur la base de son monopole de la violence. Le fait d'avoir mis en avant un vocabulaire obscur ou trompeur, détourné de son usage, montre bien que les promoteurs de ces idées ne jouent pas franc jeu. Ces trois objectifs ne sont l'avenir ni de la démocratie ni d'une économie efficace et prospère.